

20250725 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/65875/un-programme-du-croissantrouge-mauritanien-apporte-une-aide-d'urgence-aux-migrants-rescapes-et-interceptes-en-mer>

Grand angle



La Mauritanie est l'un des principaux pays de départ pour les îles Canaries. Crédit : Imago Images

Un programme du Croissant-Rouge mauritanien apporte une aide d'urgence aux migrants rescapés et interceptés en mer

Par [Clémence Cluzel](#)

Depuis 2020, le Croissant-Rouge mauritanien gère l'assistance humanitaire d'urgence des migrants interceptés et rescapés en mer dans trois villes mauritanienes. Les départs de pirogues depuis la Mauritanie se sont accentués dernièrement, faisant du pays l'un des principaux lieux de départ des migrants d'Afrique de l'Ouest vers les îles Canaries.

Le Croissant-Rouge mauritanien (CRM) a mis en place dès 2020 un programme d'assistance humanitaire et d'urgence pour les migrants débarqués, aussi bien rescapés qu'interceptés en mer, dans les villes de Nouadhibou, Chami et Nouakchott. Celles-ci sont d'importants lieux de départs de candidats à l'immigration clandestine tentant de rejoindre les îles Canaries en traversant l'Atlantique.

"Le projet répond aux défis de la migration et se concentre sur les points critiques de débarquement, en particulier Nouadhibou, qui est une étape clé sur les routes migratoires", a déclaré le président du Croissant-Rouge mauritanien, Boullah Ould Megueya.

Le projet Phare (Projet d'assistance aux rescapés en mer) prend en charge les premiers secours, aussi bien l'aide médicale que psychologique, de ces migrants débarqués souvent en situation de détresse. Il offre également une assistance alimentaire, des kits d'urgence et l'orientation vers les structures sanitaires. Le CRM, en collaboration avec l'appui logistique de la Croix-Rouge française, dispense également des formations aux garde-côtes, médecins, volontaires et autres ONG.



Le programme Phare du Croissant-Rouge mauritanien intervient dans trois villes, lieux de départ des pirogues qui tentent de rejoindre les îles Canaries. Crédit : Google Maps

Une enveloppe de 1 030 millions d'euros, financée par l'Union européenne, doit permettre de venir en aide à 6 000 migrants durant 18 mois. Depuis sa reconduction en janvier 2025, 1 127 migrants ont déjà pu être appuyés selon les données du CRM. Entre 2021 et 2024, plus de 7 000 personnes avaient pu bénéficier du programme.

Depuis le début de l'année, les autorités mauritanies ont durci leur politique migratoire et renforcé la lutte contre l'immigration clandestine avec une multiplication des interpellations et des expulsions. Entre janvier et avril 2025, la Mauritanie [a intercepté plus de 30 000 migrants](#), selon des sources gouvernementales au [journal espagnol El País](#).

Les migrants sont majoritairement des Subsahariens originaires des pays voisins comme la Guinée, le Mali, le Sénégal, la Gambie ou encore la Sierra Leone. Des Mauritiens comptent également parmi les candidats à l'exil mais sont minoritaires.

Nouadhibou, point central de la route mauritanienne

Alors qu'auparavant les départs se faisaient depuis le Sénégal, la Gambie ou le Maroc, la route mauritanienne s'est réactivée en 2024 à cause du renforcement des contrôles dans ces pays ainsi que de la dégradation sécuritaire au Sahel. Les découvertes, cette année-là, de [plus de 500 cadavres de jeunes Africains](#) repêchés sur les côtes mauritanienes selon les chiffres des autorités locales, confirment cette tendance.

La Mauritanie est un carrefour stratégique de la migration ouest-africaine : c'est un pays de départ et de transit vers l'Europe, via la route Atlantique. C'est ainsi devenu le principal lieu de départ des pirogues arrivées dans l'archipel espagnol en 2024 selon Helena Maleno de l'ONG Caminando Fronteras, contactée par InfoMigrants. Les arrivées aux îles Canaries ont atteint près de 47 000 personnes en 2024. Un record.

A lire aussi

[Les Canaries, "route la plus meurtrière au monde" : près de 10 000 morts et disparus en 2024, selon une ONG](#)

Et la ville de Nouadhibou (nord de la Mauritanie) est l'un des principaux points de départ. Elle est confrontée à un important afflux de candidats à l'exil ainsi que de migrants interceptés en mer et également rapatriés d'Espagne.

En réaction à l'augmentation considérable du nombre de départs clandestins, Nouakchott a lancé, en début d'année, une campagne d'expulsions des étrangers en situation irrégulière. Mais cette [répression accrue s'est généralisée envers toutes les personnes étrangères sur le territoire](#), avec des contrôles sévères et des expulsions arbitraires. "Tout étranger est considéré comme potentiel candidat à la migration, y compris ceux installés depuis longtemps dans le pays, qui ont un emploi ou possèdent des documents de séjour. Il y a un amalgame et une stigmatisation des étrangers" souligne Mamadou Baidy Camara, coordinateur régional de l'Association mauritanienne des droits de l'Homme (AMDH) qui fournit un soutien juridique et d'orientation aux migrants.

Des interpellations et des expulsions qui se font "dans des conditions inhumaines, sans respect des droits humains avec des interpellations en pleine nuit ou sur les lieux de travail, parfois avec violence et donnant lieu à des vols", rapporte le coordonnateur qui dénonce des "situations scandaleuses et inhumaines". Plusieurs témoignages font également état d'abandons à la frontière malienne en dépit de la situation sécuritaire.

A lire aussi

[En Mauritanie, les travailleurs sénégalais dénoncent le harcèlement des autorités](#)

La situation à Nouadhibou est d'autant plus complexe qu'il n'y a plus de structure d'accueil des migrants depuis 2011. Le centre de détention des migrants, géré autrefois par le CRM et la Croix-Rouge espagnole, est en rénovation depuis lors. Il devrait rouvrir d'ici septembre prochain.

En attendant, les migrants sont "détenus dans les locaux des gardes-côtes et du commissariat général qui ne sont pas habilités pour cela, avant d'être expulsés par bus à la frontière avec le Sénégal, au débarcadère de Rosso", affirme encore Mamadou Baidy Camara. Il déplore une [situation terrible" avec des migrants "livrés à eux-mêmes"](#), contraints de devoir "payer pour obtenir de la nourriture et de l'eau". Plusieurs ONG et structures, telles que l'Organisation internationale des migrations (OIM) notamment, apportent secours et assistance à ces populations.

Les expulsions s'opèrent généralement "dans les 48 heures" après interpellation, renseigne Abdalahi M'Barek, président du comité local de Nouadhibou du CRM. Mais dernièrement avec "l'afflux de migrants les délais s'allongent souvent à 72 heures".

Accords migratoires renforcés avec l'Europe

Ce tournant dans la politique de Nouakchott s'est opéré suite à [la signature en mars 2024 d'un accord avec l'Union européenne](#) (UE). Avec une enveloppe de 210 millions d'euros allouée au pays saharien, la surveillance des frontières européennes est ainsi déléguée à la Mauritanie qui contrôle, interpelle et expulse les migrants tentant de rejoindre l'Europe clandestinement.

Cela se traduit par une hausse des patrouilles en mer, sur la côte - l'Agence européenne de surveillance des frontières (Frontex) coordonne des opérations de surveillance en mer depuis 2006 - mais aussi des contrôles aériens avec la Garde Civile espagnole. Celle-ci a formé entre 2017 et 2021 deux unités spéciales locales, chargées de la lutte contre le terrorisme et les trafics illicites, dont la traite d'êtres humains. Une nouvelle unité, fluviale cette fois-ci, est en cours de formation.

Désireuse de favoriser les coopérations bilatérales, l'Espagne a signé des [accords en août 2024 avec la Mauritanie pour faciliter la "migration circulaire"](#), c'est-à-dire une migration contrôlée suivant les besoins de l'économie espagnole. Les textes ne concernent cependant que les Mauraniens. Or l'essentiel des candidats à l'immigration clandestine vers les Canaries sont originaires d'autres pays d'Afrique de l'Ouest.

En octobre 2024, [le ministre espagnol de l'Intérieur a demandé à Frontex de se déployer au large du Sénégal, de la Mauritanie et de la Gambie](#) pour contribuer à "sauver des vies" en empêchant les traversées. En réalité, il s'agit surtout d'empêcher les migrants d'embarquer vers les Canaries depuis les côtes mauritanienes.

"Il est impératif de combattre ces réseaux criminels et d'encourager une migration régulière, sûre et ordonnée, dans le strict respect des législations nationales et des accords bilatéraux", avait déclaré le ministre des Affaires étrangères mauritanien Mohamed Salem Ould Merzoug lors d'un déplacement au Mali mi-avril.

A lire aussi

[Depuis janvier, la Mauritanie a intercepté 30 000 migrants et démantelé plus de 80 réseaux de passeurs](#)

Ces derniers mois, les autorités mauritanienes ont déjoué des dizaines de tentatives, intercepté plus de 30 000 migrants entre janvier et fin avril 2025, et démantelé 88 réseaux de passeurs. À titre de comparaison, 148 l'ont été sur l'ensemble de l'année 2024.

Un tribunal spécial, notamment chargé de réprimer le trafic des migrants, a été mis sur pied à Nouakchott en début d'année. Le coordinateur régional de l'AMDH a indiqué à InfoMigrants que 54 présumés passeurs (majoritairement étrangers) arrêtés à Nouadhibou sont incarcérés et en attente de procès.

Depuis le début de l'année, le nombre d'arrivées aux Canaries a chuté. Entre le 1er janvier et le 15 juin, 11 454 personnes sont arrivées dans l'archipel, soit une diminution de 42 % par rapport à la même période en 2024, selon les derniers chiffres du ministère espagnol de l'Intérieur.

"Les autorités ne ménagent pas leurs efforts dans la lutte contre l'immigration irrégulière. Il y a eu une baisse des départs depuis Nouadhibou car les interceptions se font soit quand les migrants montent dans les pirogues, soit quand ils préparent leur départ en amont" note Abdalahi M'Bareck du CRM de Nouadhibou.

Les experts préviennent cependant que cette situation pourrait n'être que temporaire. "Le renforcement des contrôles aux frontières des pays de transit crée des goulots d'étranglement qui finiront par céder", souligne Xavier Aragall, de l'Institut européen de la Méditerranée (IEMed). D'après lui, les flux devraient reprendre et même augmenter avec le durcissement

des contrôles sur les côtes d'Afrique du Nord ce qui accentuerait la pression migratoire en direction de l'Espagne.

Le président du comité local de la CRM le reconnaît : "Malgré tous les efforts déployés pour empêcher les départs, certains migrants arrivent toujours à tromper la vigilance des autorités". "On ne reste pas plus de deux ou trois jours sans départs de pirogues" appuie Mamadou Baidy Camara.